

**Vu pour être annexé à la délibération
N°CS-20260129-02 en date du 29 janvier 2026**

Fait à Auch, le 29 janvier 2026

Le Président,



Jean-Pierre SALERS

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue une étape majeure dans le cycle budgétaire du Syndicat Mixte Gers Numérique par son obligation égale par l'article L3312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il constitue également une étape essentielle pour l'information aux élus et favorise la démocratie participative de l'assemblée délibérante en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière du Syndicat.

Le rapport d'orientation budgétaire doit ainsi comprendre :

- Les orientations budgétaires (évolutions prévisionnelles de dépenses et de recettes en fonctionnement et investissement) ;
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et dépenses ;
- La structure et la gestion de la dette contractée

I) CONTEXTE GENERAL

Dans un contexte où les usages numériques sont primordiaux dans le quotidien de chaque administré gersois, l'aménagement numérique du territoire est plus qu'un enjeu de développement et d'attractivité.

Très tôt, le Conseil Général du Gers, conscient de l'importance du haut débit et très haut débit pour l'attractivité et la compétitivité de son territoire, a réalisé son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) approuvé à l'unanimité en janvier 2012.

Les objectifs du SDTAN en 2012 ont été actualisés, à l'unanimité des membres du comité syndical de Gers Numérique, en 2018 notamment pour afficher une ambition de couverture 100% fibre d'ici fin 2025.

Pour pleinement réaliser les objectifs affichés, il a été décidé en 2013 de créer le Syndicat Mixte Gers Numérique, qui rassemble le Conseil départemental et l'ensemble des communautés de communes du Gers.

Celui-ci est chargé de porter l'ambition départementale en matière d'aménagement numérique du territoire : sa priorité est donc de déployer de nouvelles infrastructures pour permettre aux Gersois et aux entreprises gersoises d'améliorer leur débit. Depuis cette première mission liée aux infrastructures, les activités du syndicat mixte concernent également les usages numériques.

Situé à Auch, Gers Numérique est financé à 60% par le Conseil départemental et à 40% par les communautés de communes.

La réalisation de l'objectif de THD pour tous est rendu possible par les actions combinées de l'initiative publique et privée. Pour rappel, la zone AMII, déterminée en 2011, cible uniquement l'agglomération d'Auch (dans son périmètre avant fusion avec Cœur de Gascogne), qui correspond à environ 22 000 prises.

De 2015 à 2020, 154 opérations de montée en débit cuivre au sous-répartiteur ont été mises en service (FttN au travers de l'offre PRM) ainsi que 8 opticalisations de NRA au travers d'un marché de conception-réalisation attribué à Orange. De plus, 106 relais wifi mimo 20 Mb/s par le biais d'un marché de travaux et de deux Délégations de Service Public attribuées successivement, en 2015 puis 2021, à Nomotech.

Dans le même temps, la réalisation d'un premier réseau d'initiative publique (RIP) FttH a été décidée. Un contrat de conception/réalisation/exploitation/maintenance (CREM) a été attribué à Orange. Ce contrat, arrivé à son terme en 2024, représente, après relevé de boîtes aux lettres (RBAL) actualisé, 56 360 prises.

A la clôture du marché, le 24/07/2024, 56 360 prises étaient effectivement éligibles à la fibre sur ce RIP FttH (phase 1).

En complément de ce 1^{er} marché, pour atteindre le 100% fibre sur le département, une 2^{ème} phase de déploiement a été lancée pour la construction d'environ 48 500 prises (après RBAL actualisé).

Cette deuxième phase de déploiement a été attribuée en janvier 2021 à Orange et confiée à un concessionnaire qui prend la forme d'une SEMOP (« Gers Fibre ») dont Gers Numérique est actionnaire majoritaire (à hauteur de 85%) jusqu'au parfait achèvement du réseau. En apportant les prises construites lors de la 1^{ère} phase de déploiement, le Syndicat Mixte limite à 13,1M€ le coût public de ce projet qui représente un investissement de 123,4M€ réalisé d'ici fin 2025.

Au 31/12/2025, 47 844 prises étaient éligibles à la fibre sur ce RIP FttH (phase 2) et 646 restaient à construire.

Une subvention est également versée au titre du raccordement des abonnés pendant les dix premières années d'exploitation du réseau (soit jusqu'en 2031) pour un montant plafonné à 14,4M€.

Depuis la modification des statuts en 2021, le syndicat intervient en outre en matière d'usages et services numériques pour le compte de ses membres.

Cette compétence se décompose en :

- un socle commun portant sur la stratégie de développement des usages et services numériques dont tout membre qui la lui confie bénéficie et ;
- une offre de services optionnels développés et fournis par le syndicat à chaque membre qui le demande.

Au titre du socle commun en matière de stratégie de développement des usages et services numériques, le Syndicat organise :

- l'élaboration d'analyses prospectives quant à l'évolution des besoins en matière d'usages et de services numériques, incluant l'actualisation du schéma départemental d'aménagement numérique visé à l'article L.1425-2 du code général des collectivités territoriales ;
- la coordination des acteurs du secteur pour un déploiement cohérent des usages et des services numériques, en particulier par la conclusion de partenariats avec ses membres, partenaires privés ou publics, notamment l'Etat,
- la formation des agents et élus territoriaux : numérisation des services publics, applications métiers, outils SI, conduite du changement, etc.

Au titre de l'offre de services optionnels, le syndicat peut fournir et développer, en fonction des besoins de chacun de ses membres pour l'exercice de leurs compétences, et en lieu et place de ceux-ci, les services et usages numériques suivants, sans que cette liste ne soit limitative :

- médiation numérique : animation d'atelier d'initiation et de perfectionnement aux outils numériques : ordinateur, tablette, smartphone, logiciels et applications, navigation et outils web, permanence en mairie pour un accompagnement personnalisé sur les difficultés rencontrées par les administrés ;
- services d'Infrastructures et outils numériques : audit, préconisation et support en matière de services internet et interconnexion des sites publics, VPN et cloud computing, Système d'Information et matériel informatique, valorisation des Systèmes d'Informations Géographiques, etc.
- sécurisation des infrastructures et activités numériques : stockage sécurisé des données), certificat électronique, RGPD et missions du DPO, gestion du nom de domaine, etc.
- dématérialisation à usage interne de la collectivité : dématérialisation des marchés publics et des actes administratifs, convocation et parapheur électronique, Gestion Electronique des documents (GED), gestion du courrier, etc.
- dématérialisation du service au public : prise de rendez-vous, démarches administratives (état civil, urbanisme), paiement en ligne, Environnement Numérique de Travail (ENT) des écoles primaires, dispositifs de « territoire intelligent », etc.
- outils numérique d'information des administrés : préconisation pour la création de site web, Open Data, application de Gestion de la Relation Usager, etc.
- outils numériques de participation citoyenne : budget participatif, référendums locaux, réseaux d'entraide, etc.

II) LES ACTIONS MENEES EN 2025

• *L'objectif du 100% fibre dans le Gers atteint*

En 2025, les travaux se sont étendus sur le périmètre de la phase 2, sous maîtrise d'ouvrage de Gers Fibre. La fin du déploiement est toujours éminemment complexe car les prises sont les plus dispersées et celles nécessitant la plus grande part de génie civil à créer (d'où le recours souvent nécessaire à un déploiement aérien même si la majorité de la création d'infrastructures aura bien été enfouie sur le linéaire global de la phase 2).

Au 31/12/2025, 47 844 prises étaient éligibles à la fibre sur le périmètre de la phase 2. 11 965 prises ont donc été construites en 2025 et 646 restaient à construire pour concrétiser la couverture 100% fibre. La couverture fibre s'établit ainsi à 99,4% au 31/12/2025. Et l'objectif 100% sera bien atteint fin janvier 2026.

En 2025, 14 902 raccordements abonnés ont été réalisés par les opérateurs commerciaux agissant en sous-traitant de Gers Fibre. A ce titre, Gers Fibre a sollicité, en 2025, 884 940€ de subvention conformément à la convention de concession (pour 6 321 raccordements) pour le second semestre de l'année 2024 ; et la subvention correspondant aux raccordements de 2025 sera versée en 2026 (pour 2 086 280€). Au 31/12/2025, le réseau comptait 59 342 abonnés en service (soit 57% de pénétration commerciale).

Le rythme des demandes de subvention de Gers Fibre sur la phase 2 reste inférieur à nos prévisions et même au rythme de déploiement : puisqu'il n'y a pas de doute sur le montant global de ces subventions, seul le rythme de décaissement est à actualiser.

- ***Le Pôle Usages du Syndicat Mixte et l'offre de services optionnels en soutien aux collectivités***

Le Pôle Usages, financé par le Conseil Départemental (à hauteur de 210k€ annuels) et les communautés de communes adhérentes (12 adhérentes sur les 14 membres du syndicat mixte), propose une offre mutualisée adaptée aux besoins du territoire. L'équipe s'est étoffée d'un technicien informatique cette année et compte désormais 4 agents (et 2 étudiants en alternance).

Ses priorités s'articulent autour de plusieurs axes stratégiques, avec des évolutions majeures en 2025 :

Nouveaux territoires et économies d'échelle

- Adhésions 2025 : de nouvelles communautés de communes ont rejoint le dispositif, portant à 12 le nombre total d'EPCI adhérents sur 14 membres.
- Nouvelles collectivités accompagnées en 2025 (200 au total), avec un focus sur les petites communes pour réduire la fracture numérique.
- Economies réalisées : les collectivités bénéficient d'une mutualisation des coûts contre des tarifs bien supérieurs en marché individuel.

Accompagnement technique et modernisation des équipements

- Gestion des postes de travail : 900 ordinateurs intégrés au dispositif (dont 300 supplémentaires en 2025) avec un cycle de renouvellement de 4 ans et 25 ordinateurs remplacés (migration des données et configuration)
- Migration des adresses mails : 120 licences Office 365 mises à disposition en 2025
- Solution de nomadisme : déploiement d'outils pour le télétravail
- Abonnement Intramuros : pris en charge pour l'ensemble des collectivités du Gers, facilitant l'accès aux services mutualisés

Cybersécurité et résilience des infrastructures

- Sauvegarde externalisée : 208 ordinateurs et les données de ~~plus de 150 collectivités~~ sont désormais protégés via le Datacenter départemental. En 2025, les priorités restent le déploiement des services de coffres-forts électroniques pour la gestion des mots de passe et la sauvegarde en ligne.
- Nouveaux déploiements spécifiques en 2025 :
Coffre-fort électronique UpSignon pour la gestion sécurisée des mots de passe
Antivirus avancé (EDR) pour renforcer la protection des postes de travail et des messageries
Sensibilisation des élus et agents dans plus de 200 communes désormais qui ont intégré le bouquet de services numériques notamment sur des sujets d'audit, sauvegarde sécurisée des données, dématérialisation, Système d'Information Géographique (notamment dans un aspect d'adressage des communes), etc. Cette offre de service, complémentaires de celle du Centre De Gestion, évoluera en fonction des besoins exprimés par les communautés de communes et communes.

• ***La mise en place de l'application Intramuros pour la relation avec les citoyens***

En 2025, les agents de Gers Numérique ont accompagné le déploiement de l'application Intramuros avec une approche territorialisée pour inclure davantage de communes, notamment rurales. Désormais, grâce à cet outil, il y a une centralisation des ressources pour faciliter le travail collaboratif et une sécurisation des accès via des protocoles d'authentification renforcés. Un soutien technique renforcé est maintenu auprès des 184 communes, 12 communautés de communes et 9 offices de tourisme utilisateurs pour former, gérer les incidents voire intervenir sur site au besoin.

• ***La communication du Syndicat renforcée avec la fin du réseau historique en cuivre***

En 2025, la priorité du syndicat en matière de communication a été de soutenir la mise en œuvre des projets majeurs du territoire, notamment la couverture 100% fibre alors qu'était annoncé le calendrier de fermeture du réseau en cuivre. Le service communication contribue également à la valorisation des actions en faveur de l'inclusion et de la médiation numérique.

le site internet a été remanié pour moderniser l'image de Gers Numérique, améliorer l'expérience utilisateur et clarifier les missions et services du syndicat, tout en intégrant pleinement la dimension d'inclusion numérique. Le projet a permis de repenser l'architecture des contenus, d'harmoniser les textes et de valoriser les différents pôles et dispositifs, notamment la fibre optique, l'inclusion numérique et les services aux collectivités. Ce site constitue désormais un outil central d'information, plus lisible et pédagogique, à destination de l'ensemble des publics, grand public comme professionnels.

Gers Numérique a également maintenu sa présence sur les ouvertures commerciales de la fibre qui vise à informer les habitants des communes concernées et à encourager une migration anticipée de l'ADSL vers la fibre optique. Les actions menées ont consisté en l'organisation de permanences d'information dans 81 communes, la production et la diffusion de supports de communication (articles, publications, visuels), le relais des ouvertures commerciales et la coordination avec les partenaires et opérateurs.

Gers Numérique a également assuré une présence sur 26 marchés du département entre juillet et août, permettant d'échanger avec plus de 500 personnes sur l'ouverture de la fibre et la fermeture du cuivre.

Enfin, l'année 2025 a été marquée par la 1^{ère} Semaine gersoise du numérique en commun, composée de conférences, d'ateliers et de temps d'échanges autour des enjeux du numérique. Cette première édition a rencontré une forte participation, avec près de 400 participants sur les différentes thématiques, et a permis de renforcer la visibilité des actions de Gers Numérique ainsi que des partenariats engagés sur le territoire.

- ***La feuille de route de l'inclusion numérique dans le Gers***

En 2025, le Gers affiche un indice de fracture numérique de 6,4/10, un score intermédiaire qui reflète à la fois des avancées significatives en matière d'inclusion numérique et des défis persistants, notamment dans les zones rurales et auprès des publics éloignés du numérique. Ce constat s'inscrit dans une dynamique nationale où la dématérialisation des services publics et la complexification des outils numériques accentuent les inégalités d'accès et d'usage.

Le département du Gers a structuré sa réponse autour de deux leviers principaux, l'aménagement numérique du territoire, orchestré par Gers Numérique et le déploiement d'un réseau de médiation numérique avec une attention particulière portée aux Conseillers Numériques, dont le rôle est essentiel pour accompagner les publics en difficulté. En 2025, grâce à Gers Numérique, désigné comme chef de file par la Préfecture du Gers, c'est un réseau de conseillers numériques qui s'est créé. Il est composé de 13 conseillers numériques répartis en 8 employeurs et couvrant l'ensemble du département, qui permet de proposer des accompagnements de proximité, adaptés aux spécificités locales. 105 lieux d'accueil et 7 100 accompagnements personnels ont été référencés en 2025, garantissant une accessibilité optimale pour les usagers, y compris dans les zones les moins densément peuplées.

Les 4 conseillers de Gers Numérique ont, eux, accompagné 2 403 particuliers en 2025, répartis sur 58 lieux différents.

Les principales demandes récurrentes des administrés sont :

- La prise en main du matériel (19,6% des demandes) : besoin croissant lié au renouvellement des équipements (ordinateurs, tablettes, smartphones) et à la complexité des interfaces ;
- La culture numérique (10,9%) : sensibilisation aux enjeux du numérique (sécurité, droits, usages responsables) ;
- La messagerie électronique (e-mail) (9,8%) ;
- Aide aux démarches administratives (7,1%).

Il a été constaté une baisse des accompagnements administratifs due à une meilleure redirection des personnes vers France Travail et une hausse de la demande de prise en main de matériel et culture numérique.

La feuille de route de l'inclusion numérique a été signée en janvier 2025 en présence du Préfet du Gers et du Président du Département et vise à répondre aux besoins des Gersois afin de réduire la fracture numérique autour de trois axes principaux :

- 1) Former et coordonner les acteurs de la médiation numérique, répondre aux besoins des publics cibles grâce à une meilleure coordination sur le territoire et une garantie de formation des conseillers
- 2) Renforcer les dispositifs de médiation en maintenant le contact humain et le maillage territorial pour accompagner les usagers vers l'autonomie numérique
- 3) Equiper les gersois et lieux de médiation en favorisant l'accès à l'équipement pour tous, en s'appuyant en particulier sur le matériel reconditionné, en développant des offres solidaires et des outils simplifiés.

Cette feuille de route sera étoffée au fil des projets mis en place sur le territoire.

III) ORIENTATIONS BUDGETAIRES ENVISAGEES POUR 2026

- ***Les dernières prises construites de la phase 2***

Au 1^{er} janvier 2026, 99,4% des Gersois sont éligibles à la fibre et 100% le seront fin janvier 2026 grâce aux derniers chantiers largement engagés. 646 prises, dont une centaine ayant subi des aléas de chantier tardifs, restent à finaliser.

A ce titre, il est prévu que le Syndicat Mixte Gers Numérique verse 7,92M€ au titre du premier établissement du réseau et des raccordements abonnés. Le montant tient compte des subventions qui auraient pu être exigées par Gers Fibre en 2025 et ont donc été reportées.

- ***L'expérimentation de diagnostics raccordements***

Alors que 100% des prises seront bien éligibles à la fibre afin d'envisager sereinement une migration de l'ADSL vers le nouveau réseau, des difficultés peuvent être rencontrées lors du raccordement final entre le point de branchement (élément terminal du réseau, installé sur le domaine public) et la box de l'abonné. Ce raccordement final est réalisé par un technicien de l'opérateur commercial qui doit ainsi pouvoir utiliser une infrastructure existante, tant sur le domaine public que sur la propriété privée. Lorsque le raccordement ADSL a été fait en posant un câble en pleine terre (sans gaine) ou lorsque le fourreau est bouché ou écrasé, des travaux sont nécessaires à la charge du propriétaire du fourreau ou de Gers Fibre sur le domaine public et à la charge du propriétaire sur le terrain privé. Ces cas sont minoritaires mais doivent trouver une solution alors que la fin de l'ADSL est engagée dans le département.

Un auto-diagnostic erroné ou un échec de raccordement mal renseigné peuvent retarder et compliquer la mise en service d'un abonné. Pour disposer d'éléments statistiques permettant d'y apporter la meilleure réponse et pour, à minima, délivrer un conseil utile et applicable, Gers Numérique propose, à titre d'abord expérimental, de réaliser un diagnostic sur le terrain afin de confirmer les points bloquants et déterminer les travaux à réaliser au meilleur coût. Ce service, proposé aux administrés en 2026 est pris en charge par Gers Numérique dans sa phase expérimentale.

- ***Le déploiement de projets en cohérence avec la feuille de route de l'inclusion numérique***

En 2026, les projets énumérés dans la feuille de route de l'inclusion numérique vont être renforcés. En effet, sur la coordination et la formation des acteurs de la médiation, les actions engagées dans l'animation des acteurs vont se poursuivre ainsi que la rencontre annuelle des conseillers France Service et Conseillers Numériques.

De nouvelles sessions de formations au reconditionnement et à l'animation de cafés IA seront organisées.

Des partenariats vont être également finalisés cette année avec le CPIE de Mirande, le tiers lieu de l'hôpital de Mirande, la Maison des parents dans le Savès et la médiathèque départementale.

Le renforcement et le déploiement des cafés IA est également prévu dans diverses associations.

Le lancement de mallettes pédagogiques en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement est programmé.

Des sessions Aidants Connect sont déjà planifiées avec les Maisons des Solidarités dès le début d'année à Nogaro, Condom et Fleurance pour la formation de 30 travailleurs sociaux.

Il est prévu la poursuite des formations court-circuit et des ateliers à Fleurance pour accompagner des associations à l'installation et la prise en main des logiciels libres.

Un accompagnement sera réalisé pour la récupération d'ordinateurs donnés par les institutions et entreprises (vérification, nettoyage).

La rédaction d'une charte départementale du numérique responsable avec des paliers d'engagements est en cours pour faire la promotion d'un numérique éthique

Une nouvelle semaine gersoise du Numérique En Commun sera organisée en fin d'année, en intégrant notamment une journée dédiée à la cybersécurité (CyberTour, dans la continuité de l'évènement organisé en 2024).

Quant aux actions des conseillers numériques, en 2026, elles seront de nouveau valorisées pour rendre visible le travail de proximité mené sur l'ensemble du territoire, à toucher de nouveaux publics et à promouvoir l'inclusion numérique dans le Gers. Ils poursuivront leur action de médiation numérique qui s'étoffera puisqu'ils seront amenés à travailler avec de nouveaux partenaires, sur de nouveaux sujets tels que la parentalité numérique, l'intelligence artificielle, etc. De nouveaux lieux de permanences seront également identifiés en fonction des besoins et des demandes sur le territoire.

- ***Le développement et optimisation du Pôle Usages***

La protection des données critiques des collectivités territoriales constitue une priorité en 2026 avec un double objectif : élargir la couverture du service de sauvegarde externalisée et adapter les solutions aux besoins spécifiques des communes.

La priorité de 2026 est d'étendre le service à 300 collectivités, couvrant ainsi la grande majorité des communes du territoire. Cette extension vise à renforcer la résilience face aux cyberattaques, aux pannes matérielles et aux pertes accidentelles de données (actes administratifs, registres, etc.)

Certaines collectivités génèrent des volumes de données significatifs, notamment celles utilisant des systèmes d'information géographique (SIG), des archives numérisées ou des bases de données métiers. Une réflexion est en cours pour proposer une réplication de sauvegarde dédiée, avec un accompagnement personnalisé pour les communes concernées, incluant un audit préalable des besoins et des coûts, un inventaire des postes de travail, une mise à disposition d'outils de gestion et de prise en main, support à la définition de la feuille de route et soutien technique aux équipes locales.

La fin du support de Windows 10 en octobre 2025 expose les postes non migrés à des risques cyber majeurs. Le Pôle Usages a identifié 140 ordinateurs à migrer au sein des collectivités adhérentes. Un plan d'accompagnement a été mis en place pour garantir une transition fluide et sécurisée. Les risques en cas de non-migration sont l'exposition à des cyberattaques, l'incompatibilité avec les nouveaux logiciels et mises à jour de sécurité et la perte de conformité avec les obligations légales en matière de protection des données.

Le développement de l'application Intramuros sera poursuivi et enrichi en 2026. Cette évolution s'inscrit dans une démarche globale visant à centraliser les outils institutionnels, simplifier les démarches et améliorer l'interopérabilité entre les acteurs territoriaux. Cette année, le Conseil Départemental viendra enrichir l'application avec les informations relevant de ses services.

Enfin, l'Intelligence Artificielle (IA) représente un levier d'optimisation pour les collectivités, mais son déploiement doit s'inscrire dans un cadre éthique et sécurisé. En 2026, le Pôle Usages structure son approche autour de deux axes : le recueil des besoins et la veille technologique.

IV) PROJECTIONS FINANCIERES 2026

➤ FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre pour un montant total de 6 514 078,83€.

FONCTIONNEMENT	DOB 2026		BP 2025	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultat de fonctionnement cumulé fin 2024				2 422 113,26 €
Résultat de fonctionnement cumulé fin 2025		1 312 387,30 €		
Opérations réelles				
Recettes				
70 - Produits des services		151 290,00 €		883 790,00 €
74 - Dotations, subventions et participations		762 600,17 €		780 478,48 €
75 - Autres produits d'activité		3 675 976,16 €		743 800,00 €
77 - Produits exceptionnels		0,00 €		0,00 €
013 - Atténuation de charges		0,00 €		0,00 €
Dépenses				
011 - Charges à caractère général	795 986,89 €		910 683,55 €	
012 - Charges de personnel	1 099 620,16 €		1 062 420,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante	211 303,00 €		161 303,00 €	
66 - Charges financières	963 986,70 €		1 200 000,00 €	
67 - Charges exceptionnelles	0,00 €		0,00 €	
Total des écritures réelles				
Opérations d'ordre				
Opérations d'ordre de transfert entre sections (040)		611 825,20 €		307 530,00 €
Dotations aux amortissements (042)	272 149,32 €		235 210,00 €	
Autofinancement section investissement (023)	3 171 032,76 €		1 568 095,19 €	
Produits de cession d'immobilisations (024)		0,00 €		0,00 €
Total de la section de fonctionnement	6 514 078,83 €	6 514 078,83 €	5 137 711,74 €	5 137 711,74 €

RECETTES

Le résultat de fonctionnement provisoire de 2025 est en excédent de 2 902K€. Cependant, 1 589K€ ont été basculés en section d'investissement pour le combler le déficit. Seuls, 1 312K€ restent en section de fonctionnement

70 – Produits de services (151K€)

La mise à disposition du directeur général de la SEMOP, les actions de communications réalisées par Gers Numérique pour le compte et en partenariat avec Gers Fibre, la sous-location des locaux sont comptabilisées dans ce chapitre ainsi que la participation de la CA Grand Auch Cœur de Gascogne.

74 – Dotations, participations et subventions (763K€)

Cette année, la demande totale de contributions du Département du Gers et des Communautés de communes s'élève à 542K€, y compris en tenant compte des participations liées au Pôle Usages et de la régularisation pour Bastides de Lomagne.

Les contributions des membres indiquées dans le tableau ci-dessous sont estimées à titre provisoire et tiennent compte de l'actuelle adhésion des EPCI au Pôle Usages : toute nouvelle adhésion en 2026 diminuerait l'estimation des membres déjà adhérents.

EPCI	Populat° 2026	Tx de particip	2026	2025
Côteaux Arrats-Gimone	11 031	7,13%	15 518,62	13 884,33
d'Artagnan en Fézensac	7 087	4,58%	3 556,38	3 467,61
Astarac Arros en Gascogne	7 358	4,76%	10 351,37	9 261,26
Bas-Armagnac	9 020	5,83%	12 689,51	11 353,16
Bastides de Lomagne	11 724	1,58%	24 701,02	5 736,45
Bastides et Vallons du Gers	7 201	4,65%	10 130,50	9 063,65
Cœur d'Astarac en Gascogne	8 095	5,23%	11 388,20	10 188,89
Grand Auch (ex Cœur de Gascogne)				
Gascogne Toulousaine	17 477	11,30%	8 770,27	8 551,34
Grand-Armagnac	13 689	8,85%	19 257,94	17 229,86
la Lomagne gersoise	20 007	12,93%	28 146,23	25 182,11
Savès	10 113	6,54%	14 227,16	12 728,88
la Ténarèze	14 683	9,49%	20 656,32	18 480,98
les Hautes Vallées				
Val de Gers (ex Hautes Vallées)	10 380	6,71%	14 602,78	13 064,94
Armagnac Adour	6 831	4,42%	9 609,98	8 597,94
Total EPCI	154 696		203 606,29	166 791,39
DEPARTEMENT GERS			337 993,88	335 087,09

Le soutien de l'Etat aux conseillers numériques et à la coordination numérique en matière de l'inclusion numérique (France Numérique Ensemble) est estimé à 62,5K€ en intégrant les conditions du nouveau dispositif.

Sont également comptabilisés le solde de subvention de l'Etat (FSN) à l'inclusion numérique (kits wifi et satellite) ainsi que la subvention relative à la Semaine du Numérique 2026 pour un total de 158,5K€.

75 – Autres produits d'activité (3 676K€)

S'il n'y a plus de recette d'exploitation du réseau en fibre optique, sont ici comptabilisés les refacturations au concessionnaire Gers Fibre (708K€ de redevance d'occupation d'infrastructures tierces, 278K€ d'électricité des montées en débit, et 2 362K€ de pénalités).

29K€ sont également prévus au titre du recrutement en alternance de personne en situation de handicap.

La redevance annuelle versée par Nomotech pour la DSP wifi à hauteur de 30 K€ ainsi que la redevance de contrôle de 50 K€ versée par la SEMOP sont également inscrites sur ce chapitre.

Une régularisation de TVA 2023 implique également une écriture dans le compte de résultat.

040 – Opérations d’ordre de transfert entre sections (611K€)

Il s’agit d’une écriture d’ordre pour l’amortissement des subventions des membres et des subventions reçues pour financer les travaux d’investissement, y compris et principalement pour le réseau transféré à Gers Fibre.

DEPENSES

011 – Charges à caractère général (796K€)

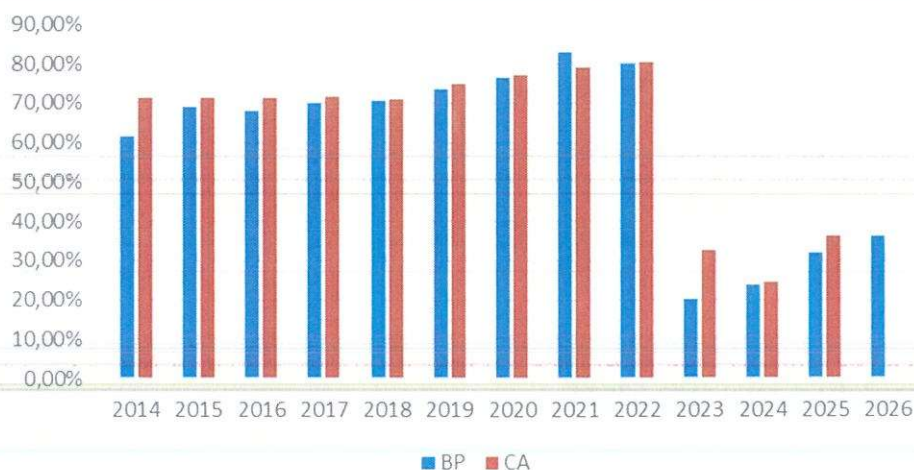
Les charges à caractère général sont globalement en baisse. En raison principalement de la fin de la facturation de l’exploitation maintenance du réseau phase 1. En parallèle, une baisse des locations mobilières (véhicules progressivement acquis et non loués) est à signaler. De même, une hausse des abonnements, honoraires et prestations extérieures (principalement en lien avec IntraMuros et la cybersécurité), des assurances, des frais de réception (correspondant à la Semaine du Numérique En Commun) et des études (expérimentation des diagnostics raccordement) sont anticipés.

012 – Charges de personnel (1 100K€)

La hausse de 3,5% de la masse salariale s’explique par la prise en compte sur 12 mois du dernier technicien du Pôle Usages et la hausse des cotisations patronales.

L’équipe de Gers Numérique est actuellement composée de 20 agents ; dont 4 étudiants en alternance, à l’IUT d’Auch, à l’Innov Campus de Toulouse, au Purple Campus de Tarbes et à l’Ecole d’Ingénieurs de Rodez, et 1 agent mis à disposition de la SEMOP.

Masse salariale / Dépenses de fonctionnement



L’évolution de ce ratio est heurtée par la clôture du budget annexe en 2023 dont les dépenses de fonctionnement (sans même tenir compte des écritures d’ordre) viennent diluer la part de la masse salariale.

Filière	Catégorie hiérarchique	Cadre d'emplois	Temps complet		Total effectif	Total effectif
			Effectif budgétaire	Effectif pourvu	budgétaire	pourvu
Administrative	A	Attachés	4	3	4	3
	B	Rédacteurs	1	1	1	1
	C	Adjointes administratifs	7	6	7	6
Technique	A	Ingénieurs	4	4	4	4
	B/C	Technicien ou agent de maîtrise	2	2	2	2
TOTAL			18	16	18	16

Depuis 3 ans, le recours au télétravail volontaire a été amplifié : après accord du responsable hiérarchique, les agents qui le souhaitent peuvent opter pour le télétravail de manière fixe (2 jours par semaine) ou en fonction de leurs déplacements prévus.

65 – Autres charges de gestion courante (211K€)

Il s'agit des indemnités des élus, des subvention satellite (qui restent à un niveau extrêmement limité), des pénalités de retard sur les études d'utilisation d'infrastructures tierces qui sont refacturées au titulaire du marché et, pour la 3ème année, de la subvention d'exploitation du réseau wifi (50K€ conformément à la DSP ; auxquels ont été ajoutés 127K€ prévus en 2024 et 2025 mais non sollicités par le délégataire) qui fait face à une baisse importante du nombre d'abonnés en raison du déploiement de la fibre.

66 – Charges financières (964K€)

Le montant prévu intègre les deux emprunts de La Banque Postale contractés en 2025.

022 – Dépenses imprévues (60K€)

Ce chapitre permet des dépenses imprévues dans le plafond (non atteint) de 2% des dépenses réelles de fonctionnement.

042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections (272K€)

Il s'agit des amortissements du réseau Wifi, de l'expérimentation TV White Space à Bazian et du pylône zone blanche de l'Isle de Noé.

De manière plus anecdotique, l'amortissement des mobiliers, matériels informatiques, téléphoniques ou autres acquis sur les années précédentes sont également comptabilisés dans ce chapitre.

Dans ce chapitre, au Compte Financier Unique, comme en 2023, la valeur nette comptable et la plus-value de la cession seront aussi comptabilisées.

023 – Autofinancement en section d'investissement (3 171K€)

Il s'agit d'un virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement (également constatée en recette d'investissement au chapitre 021).

➤ INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à un montant de 24 088 945,63€.

INVESTISSEMENT	DOB 2026		BP 2025	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultat d'investissement cumulé fin 2024				15 112 328,67 €
Résultat d'investissement cumulé fin 2025	1 589 819,79 €	0,00 €		
Opérations réelles				
Recettes				
10 - Dotations, fonds divers et réserves		1 595 859,79 €		9 030,00 €
13 - Subventions d'investissement		17 173 635,80 €		10 502 736,50 €
16 - Emprunts et dettes assimilées		0,00 €		6 000 000,00 €
20 - Immobilisation incorporelles		2 667,00 €		
23 - Immobilisations corporelles		88 620,00 €		0,00 €
27 - Autres immobilisations financières		0,00 €		0,00 €
Dépenses				
16 - Emprunt	2 142 313,14 €		2 000 000,00 €	
20 - Immobilisations incorporelles	16 212,00 €		60 000,00 €	
21 - Immobilisations corporelles	77 200,00 €		23 000,00 €	
23 - Immobilisations en cours	946 397,83 €		16 795 333,05 €	
26 - Participations et créances rattachées	1 784 980,97 €		9 991 380,97 €	
27 - Autres immobilisations financières	16 920 196,70 €		6 034 835,59 €	
Total des écritures réelles				
Opérations d'ordre				
Opérations d'ordre de transfert entre sections (040)	611 825,20 €	272 149,31 €	307 530,00 €	235 210,00 €
Opérations patrimoniales (041)	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
Autofinancement (021)		3 171 032,76 €		1 568 095,19 €
Cession (024)		1 784 980,97 €		1 784 679,25 €
Total de la section d'investissement	24 088 945,63 €	24 088 945,63 €	35 242 079,61 €	35 242 079,61 €

RECETTES

13 – Subventions d'investissement (17 174K€)

Sont comptabilisées les subventions de l'Etat (FSN pour le solde phase 1) et de la Région (pour les 2 phases de déploiement) à hauteur de (13 982K€) et les subventions des membres correspondantes au PPI actualisé en 2022 (1 592K€ lissés pour le Conseil Départemental et 1 110K€ pour les EPCI, y compris la CA Grand Auch Cœur de Gascogne).

Participation forfaitaire
à l'investissement

EPCI	2026	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017
Côteaux Arrats-Gimone	69 937,12	69 937,12	69 937,12	69 937,12	39 586,70	39 586,70	39 586,70	34 791,84	39 527	39 527
J'Artagnan en Fézensac	55 470,80	55 470,80	55 470,80	55 470,80	40 037,60	40 037,60	40 037,60	37 608,56	42 727	42 727
Astarac Arros en Gascogne	47 536,94	47 536,94	47 536,94	47 536,94	31 158,52	31 158,52	31 158,52	27 428,84	33 494	33 494
Bas-Armagnac	56 666,88	56 666,88	56 666,88	56 666,88	26 291,76	26 291,76	26 291,76	22 105,56	25 114	25 114
Bastides de Lomagne	78 393,15	78 393,15	78 393,15	78 393,15	53 443,66	53 443,66	53 443,66	47 198,51	54 304	54 304
Bastides et Vallons du Gers	65 153,76	65 153,76	65 153,76	65 153,76	36 702,81	36 702,81	36 702,81	35 014,28	39 780	39 780
Cœur d'Astarac en Gascogne	54 965,28	54 965,28	54 965,28	54 965,28	25 051,24	25 051,24	25 051,24	21 793,21	22 428	22 428
Grand Auch (ex Cœur de Gascogne)										
Gascogne Toulousaine	84 851,62	84 851,62	84 851,62	84 851,62	89 435,88	89 435,88	89 435,88	85 373,31	96 993	96 993
Grand-Armagnac	95 976,82	95 976,82	95 976,82	95 976,82	64 098,83	64 098,83	64 098,83	61 456,01	69 821	69 821
Lomagne gersoise	132 511,15	132 511,15	132 511,15	132 511,15	94 942,40	94 942,40	94 942,40	87 333,48	99 220	99 220
Savès	68 501,32	68 501,32	68 501,32	68 501,32	49 606,84	49 606,84	49 606,84	44 847,55	50 952	50 952
La Ténarèze	100 647,13	100 647,13	100 647,13	100 647,13	82 724,89	82 724,89	82 724,89	79 415,65	90 225	90 225
Les Hautes Vallées										
Val de Gers (ex Hautes Vallées)	88 941,70	88 941,70	88 941,70	88 941,70	53 396,92	53 396,92	53 396,92	46 758,20	53 122	53 122
Armagnac Adour	54 788,43	54 788,43	54 788,43	54 788,43	31 980,95	31 980,95	31 980,95	27 524,66	31 271	31 271
Total EPCI	1 054 342,09	1 054 342,09	1 054 342,09	1 054 342,09	718 459,00	718 459,00	718 459,00	659 249,67	748 978,00	748 978,00
DEPARTEMENT GERS	2 092 398,02	2 092 398,00	2 092 398,01	2 092 398,01	1 139 382,00	1 139 382,00	1 139 382,00	1 039 567,00	1 156 567	1 156 567

021 – Virement de la section de fonctionnement (3 171K€)

Il s'agit, en reflet de la dépense de fonctionnement (chapitre 023), du virement vers la section d'investissement.

040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections (272K€)

Ce montant est identique au montant du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement. Il s'agit de l'amortissement des éléments de réseaux mobiliers, matériels informatiques (y compris datacenter et site internet), téléphoniques ou autres acquis sur les années précédentes.

S'y ajoute cette année, le début de l'amortissement d'un véhicule et l'évolution de l'application avec des services d'échelle départementale.

024 – Cession (1 785K€)

Il s'agit des écritures à inscrire lors du vote du Budget Primitif et liées à la cession du troisième apport du réseau de fibre optique à Gers Fibre.

DEPENSES

Le résultat d'investissement provisoire de 2025 est en déficit de 1 590K€.

16 – Emprunt (2 142K€)

En 2026, le Syndicat Mixte continue à rembourser les 6 emprunts CDC et La Banque Postale.

20 – Immobilisations incorporelles (16K€)

Il s'agit des coûts de développement en lien avec la mise à jour de l'application et outils IA (12k€) et des logiciels topographiques (4K€).

21 – Immobilisations corporelles (77,2K€)

Ce budget englobe tous les divers mobiliers, matériels téléphoniques, informatiques et bureautiques. Une enveloppe est prévue pour l'achat de 3 véhicules (62k€).

23 – Immobilisations en cours (946K€)

Ce montant correspond aux dernières factures de location d'infrastructures tierces dont le contrat devrait basculer courant premier semestre 2026. Par prudence, le montant comprend une facturation étendue jusqu'au moins de juin (compensé par le même montant perçu en recettes (chapitre 75).

26 – Participations et créances rattachées à des participations (1 784K€)

Il s'agit de la valorisation en lien avec l'apport en nature au capital à la SEMOP (réseau FttH et liens de montée en débit) selon la méthode de valorisation validée par la DIE et approuvée en comité syndical pour le troisième apport.

Ce montant, déjà prévu en 2025, est ainsi reporté en 2026 car les écritures liées à la cession du 3^e apport seront réalisées cette année pour permettre de préciser les montants correspondants à chaque cofinanceur.

27 – Autres immobilisations financières (16 920K€)

Cela correspond au versement des subventions à la SEMOP au titre des investissements de premier établissement du réseau (IPE à hauteur de 5 834K€) et des raccordements des abonnés (sur le périmètre global des réseaux, pour report de la subvention raccordement de 2025, à hauteur de 2 085K€). en parallèle de la subvention perçue de 11 000K€ perçue au chapitre 13, il est ici comptabilisé un montant de 9 000K€ comme avances remboursables à la Région (permettant d'afficher un solde de 2M€ en 2026).

Cette écriture était nécessaire avant de réaliser les écritures de cession du dernier apport à la SEMOP.

020 – Dépenses imprévues (400 K€)

Comme en section de fonctionnement, ce chapitre, prévu dans la nomenclature M57, permet des dépenses imprévues dans le plafond (non atteint) de 2% des dépenses réelles d'investissement.

040 – Opérations d'ordre entre sections (611K€)

Ces opérations d'ordre permettent d'amortir les subventions d'investissement des Communautés des communes, du Département, de la Région et de l'Etat.

V) PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS DU SYNDICAT MIXTE

En application aux articles L1611-9 et D1611-35 du CGCT, une étude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement est établie pour tout projet d'opération exceptionnelle d'investissement. Cette étude peut intervenir à l'occasion du débat d'orientation budgétaire ou du vote d'une décision budgétaire ou lors d'une demande de financement.

Les AP/CP se présentent comme suit :

2026	Réalisation						Reste à financer au 01/01/2026
	2021	2022	2023	2024	2025	TOTAL au 31/12/2025	
FTTH	11 143 014,67	3 433 882,58	5 167 221,25	7 753 499,48	17 386 586,91	91 465 504,53	12 689 165,47
2033						7 227,20	
2031	130 030	30 079	51 620	26 872,5	12 143,6	316 629,28	
2315	9 801 171	2 503 323	568 265	3 239 739	16 489 503	78 720 447,36	
2315						389 742,69	
2764	1 211 814	900 480	4 547 336	4 486 888	884 940	12 031 458,00	

• LE RESEAU WIFI

INVESTISSEMENT

Les travaux ont été terminés en 2019 pour un montant total de 1 300 635,55 euros.

Aucun investissement ne sera de nouveau financé par Gers Numérique dans le cadre de la nouvelle DSP : les investissements pour la désaturation de la collecte seront pris en charge par le délégataire (Gers Haut Débit, groupe Nomotech).

FONCTIONNEMENT

L'exploitation commerciale du réseau étant confiée à Gers Haut Débit dans le cadre de la Délégation de Service Public entrée en vigueur le 4 octobre 2021, il n'y a plus de subvention pour l'installation du matériel de réception (CPE) des abonnés.

Une redevance de 10K€ sera versée par Gers Haut Débit à Gers Numérique, chaque année pendant la durée de la DSP (5 ans). En contrepartie de la baisse de potentiel commercial résultant du déploiement de la fibre dans le département, Gers Numérique versera une subvention d'équipement chaque année entre 2024 et 2026 (pour 27K€ en 2024 et un montant cumulé de 177K€).

Recettes à encaisser	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Frais de contrôle						80 000
Redevance fixe	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	410 000
Subvention FSN à encaisser (150€)	126 500					261 300
Subvention Région (50% du FSN)						0
Total des recettes	136 500	10 000	10 000	10 000	10 000	751 300

Dépenses	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Subvention d'équilibre			27 000	100 000	50 000	177 000
Subvention de construction du réseau						348 317
Subvention d'équipement (300€/kit CPE)						620 788
Total des dépenses	0	0	27 000	100 000	50 000	969 105
SOLDE	136 500	10 000	-17 000	-90 000	-40 000	-263 753

La Délégation de Service Public sur le réseau Wifi se clôturera en octobre 2026.

• L'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LE RESEAU FTTH ET L'ELABORATION DU PLAN 100% FIBRE GERSOIS

INVESTISSEMENT

Montant total de l'AP FttH

104 154 670€ HT

Chaque année jusqu'en 2026, le Syndicat Mixte versera deux subventions à la SEMOP, une sur la réalisation des travaux et l'autre sur les raccordements.

FONCTIONNEMENT

Recettes SEMOP	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Redevance SEMOP	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
Remboursement frais exploitation phase 1	435 000	870 000	870 000	2 327 928	435 000		4 502 928
Total des recettes	8 259 492	920 000	920 000	2 377 928	485 000	50 000	12 962 420
Dépenses	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Maintenance	950 000	870 000	870 000	870 000	0	0	6 938 953
Red Occupation, EDF,	175 000	0	0	0	168 000	0	792 779
Assurance	32 100	0	0	0	0	0	199 055
Suivi ONX	11 200	11 200	11 200	33 600	11 200	0	89 600
Total des dépenses	1 168 300	881 200	881 200	903 600	179 200	0	8 020 388
SOLDE	7 091 192	38 800	38 800	1 474 328	305 800	50 000	4 942 033

Depuis le 18 mai 2021, les recettes versées par les FAI sont perçues par la SEMOP désormais en charge de l'exploitation technique et commerciale du réseau. Cependant, la SEMOP versera à Gers Numérique d'une part, le remboursement de l'exploitation et maintenance de la phase 1 et d'autre part, une redevance de contrôle de 50K€ annuels.

En 2024, les remboursements ont été importants car la partie GC BLO a été refacturée pour les années 2023 et 2024 pour un montant cumulé de 1 287K€.

Présentation de toutes les technologies de 2022 à 2026

Recettes à encaisser	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Wi-Fi	136 500	10 000	10 000	10 000	10 000	867 800
MeD SR et NRA	191 505	0	0	0	0	1 199 059
Fibre Optique	920 000	920 000	2 377 928	485 000	50 000	23 298 945
Total des recettes	1 248 005	930 000	2 387 928	495 000	60 000	25 365 804

Dépenses	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Wi-Fi	0	0	27 000	100 000	50 000	1 062 105
MeD SR et NRA	209 000	0	0	0	0	1 374 212
Fibre Optique	881 200	881 200	903 600	179 200	0	8 199 603
Total des dépenses	1 090 200	881 200	930 600	279 200	50 000	10 635 919
SOLDE	157 805	48 800	1 457 328	215 800	10 000	14 719 885

VI) PREVISIONS GLOBALES 2026

• SOLDE INTERMEDIAIRE DE GESTION

Depuis 2023, le budget annexe est clôturé. Le budget principal et le budget annexe forment un budget unique basculé sur la nomenclature M57.

	2026	2027	2028	2029	2030
LES PRODUITS	8 103 899	2 460 000	2 350 000	2 310 000	2 290 000
Résultat reporté	2 902 207	0	-30 000	-70 000	-90 000
Recettes d'activités	4 439 091	860 000	780 000	780 000	780 000
Med SR	0	0	0	0	0
Wi-Fi (y compris subv)	0	0	0	0	0
FttH	0	0	0	0	0
Subv Satellite (CR et FSN)	0	0	0	0	0
Recettes (chap. 70 et 75)	3 827 266	860 000	780 000	780 000	780 000
Reprise des subventions (777)	611 825	0	0	0	0
Produits de cession (775)	0,00				
Participations membres	762 600	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000
LES CHARGES	2 379 059	1 690 000	1 550 000	1 590 000	1 610 000
Charges à caractère général	1 895 607,05	1 460 000,00	1 490 000,00	1 520 000,00	1 540 000,00
Charges d'activités (65)	211 303	30 000	30 000	40 000	40 000
DAP (68)	272 149,32	200 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
EPARGNE DE GESTION	5 385 163	970 000	830 000	750 000	710 000
ou Exécédent Brut d'Exploitation					
- Charges financières	963 987	898 306	832 464	766 457	700 279
EPARGNE BRUTE (virement entre sections)	4 421 177	71 694	-2 464	-16 457	9 721
- Rbst capital d'emprunt	2 142 313	2 179 402	2 184 799	2 190 359	2 196 085
EPARGNE NETTE	2 278 864	-2 107 708	-2 187 264	2 206 816	2 186 364

Subvention Etat FSN	2 982 000	766 000	0	0	0
Subvention Région	11 000 000	0	0	0	0
Participations Département	2 092 398	1 592 398	1 592 398	1 592 398	1 592 398
Participations EPCI	1 099 238	1 099 238	1 099 238	1 099 238	1 099 238
Recettes d'investissement, autres que l'emprunt	17 173 636	3 457 636	2 691 636	2 691 636	2 691 636
EPARGNE NETTE + Subv Invest	19 452 499	1 349 928	504 372	484 820	505 272

VII) LA DETTE

Les participations des membres étant étalées sur 20 ans, et les recettes d'exploitation étant faibles pendant les premières années, il avait été convenu de financer les investissements par l'emprunt à hauteur de 45,226 millions d'euros, décomposés comme suit :

La Banque Postale : 14 500 000€ Contrat souscrit le 27/10/2015 Montant appelé en totalité au 31/12/2017 Taux fixe : 2,25%	La CDC : 18 726 500 € Contrat souscrit le 09/02/2015 Montant appelé en totalité au 28/02/2019 Taux : 1,75%	La CDC : 3 000 000€ Contrat souscrit le 25/07/2023 Montant appelé en totalité le 15/12/2022 Taux fixe : 4,30%
La CDC : 3 000 000€ Contrat souscrit le 27/07/2023 Montant appelé en totalité au 10/06/2024 Taux fixe : 4,30%	La Banque Postale : 3 000 000€ Contrat souscrit le 05/03/2025 Montant appelé en totalité le 05/03/2025 Taux fixe : 3,78%	La Banque Postale : 3 000 000€ Contrat souscrit le 05/03/2025 Montant appelé en totalité le 05/03/2025 Taux fixe : 3,78%

Montant du capital d'emprunt restant dû au 31 décembre 2025 : 32 343 248,43€

Échéance	Capital Restant dû
01/01/2026	32 343 248,20
01/01/2027	30 166 489,23
01/01/2028	27 984 411,99
01/01/2029	25 796 856,91
01/01/2030	23 603 659,68
01/01/2031	21 404 651,01
01/01/2032	19 199 656,58
01/01/2033	16 988 496,80
01/01/2034	14 770 986,72
01/01/2035	12 546 935,81
01/01/2036	10 316 147,87
01/01/2037	8 841 578,67
01/01/2038	7 359 862,14
01/01/2039	5 870 783,86
01/01/2040	4 374 122,99
01/01/2041	3 805 977,05
01/01/2042	3 229 786,73
01/01/2043	2 645 310,70
01/01/2044	2 052 300,39
01/01/2045	1 450 499,76
01/01/2046	989 645,11
01/01/2047	669 464,83
01/01/2048	339 679,14
01/01/2049	0,00

• **CAPACITE DE DESENNETEMENT**

	2026	2027
KRD au 31/12	30 166 489	27 984 412
Epargne Brute	2 831 357	71 694
Nbre d'années	11	390

• **MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT (MAC)**

	2026	2027	2028	2029	2030
Charges réelles de fonctionnement	3 070 897	2 388 306	2 352 464	2 326 457	2 280 279
du capital de l'emprunt	2 142 313	2 179 402	2 184 799	2 190 359	2 196 085
Dettes réelles de fonctionnement	5 902 254	2 460 000	2 350 000	2 310 000	2 290 000
Marge d'Autofinancement Courant	88%	186%	193%	196%	195%

Ces deux tableaux ne traduisent pas fidèlement la situation financière de la collectivité, les écritures relatives à la cession du troisième apport étant toujours en attente.

